

Cachez ces pauvres que je ne saurais voir

■ En attendant des mesures politiques réellement ambitieuses pour éradiquer la pauvreté, n'oublions pas que la mendicité constitue un moyen de survie. Interdire cette dernière aura comme effets inévitables de renforcer l'exclusion et de creuser davantage le gouffre qui sépare les mendiants du reste de la population.

Face à leur incapacité à enrayer la progression de la pauvreté, certains de nos responsables politiques n'ont rien trouvé de mieux que de tenter de la cacher ou de la déplacer à coups de règlements communaux. Ainsi, après Charleroi, Liège, Andenne ou Etterbeek, c'est au tour de la ville de Namur d'agir dans ce sens en interdisant purement et simplement la mendicité dans son centre-ville. Pensez donc, Namur, capitale de la Wallonie, la perle mosane, se doit d'être bien lisse, coquette, attractive pour les touristes et les consommateurs. Vidée de tous ces déchets ambulants qui risqueraient d'indisposer les honnêtes gens, Namur se fait belle et entre enfin dans le XXI^e siècle ! Dans l'euphorie de la Coupe du monde de football et des départs en vacances, le timing est parfait : cette mesure

pourrait presque passer inaperçue, sans trop indigner l'électorat. En plein mois de janvier par exemple, pareille interdiction aurait tout de même fait mauvais genre.

Si ces personnes doivent être considérées comme des citoyens de seconde zone, allons jusqu'au bout de la logique. Tant qu'on y est, pour faire face à cet envahissement de clodos, revenons au XIX^e siècle des "Misérables". Rétablissons le délit de vagabondage, restreignons encore un peu plus la liberté de circulation pour ceux qui ne font pas circuler le capital, construisons des ghettos avec des hauts murs opaques derrière les-

quels on pourrait cantonner toutes ces personnes indésirables. Jusqu'où faudra-il aller pour bousculer les consciences de nos représentants ?

En attendant des mesures politiques réellement ambitieuses pour éradiquer la pauvreté, n'oublions pas que la mendicité constitue un moyen de survie. Elle permet de pallier l'absence totale de revenus pour des personnes extrêmement démunies. On pourrait imaginer dès lors que la nécessité de manger tous les jours, de se soigner, de se vêtir ou de se loger se conçoive aisément, d'autant plus dans le chef de personnes qui se réclament de valeurs humanistes ou socialistes. L'argent récolté à travers la manche est une nécessité et non une volonté délibérée de perturber l'ordre public. Si la possibilité d'obtenir honnêtement cette maigre obole est interdite, c'est alors seulement que les vols et les troubles sur la voie publique augmenteront... L'argent pour celui qui vit dans la précarité est au moins ce qui permet d'envisager un lendemain. Un futur proche certes, mais un futur tout de même. Comme le dit Patrick Declercq, dans

son ouvrage "Les Naufragés": *"L'argent progressivement devient tout, car il constitue l'immédiateté de la survie, la mesure exacte de la vie. Il est la vie même et le maître du temps. L'argent dans sa poche est le seul avenir dont on soit sûr. La seule lumière. La seule chaleur."*

Ces mesures répressives auront comme effets inévitables de renforcer l'exclusion, de creuser encore davantage le gouffre déjà immense qui sépare les mendiants, les SDF, les clochards du reste de la population. Une fois soustraite à la vue et au temps vécu des passants, la pauvreté se muera en un phénomène médiatique "abstrait", lointain, non palpable pour les personnes qui n'en souffrent pas directement. Comment imaginer une société solidaire dans ces conditions ? La pauvreté sera ainsi réduite à un fait divers noyé parmi d'autres faits divers. C'est en fait une bonne façon pour les pouvoirs publics d'entretenir brièvement l'illusion que la pauvreté a fortement diminué. Or, si la mendicité nous dérange, n'est-ce pas parce que notre conscience nous sur-

surre qu'on profite d'une société injuste ? Allons-nous enfermer la voix de notre conscience pour nous balader plus légers ? Le combat doit être mené contre la pauvreté, et non contre ceux qui en sont les victimes.

Cette fameuse crise que traversent notre pays et l'Europe n'a de cesse d'entraîner de nombreuses personnes dans des situations précaires. Il est temps de réagir. Si le socle de valeurs sur lequel est censé reposer votre mouvement politique a encore un sens pour vous, il n'est peut-être pas trop tard Monsieur Prévost, agissez en humaniste !

**VALÉRY WITSEL ET
BRUNO DE MUYLDER**

Respectivement professeur de français et étudiant en médecine